



Service Eau publique

Commune de Vertaizon

**Mise à jour de l'Etude de zonage
d'Assainissement**

Notice explicative

Mai 2022



Sommaire

1	INTRODUCTION	3
2	OBJECTIF DE L'ETUDE	4
3	DONNEES SUR LA COMMUNE DE VERTAIZON	5
3.1	Situation géographique et démographique	5
3.2	Captage AEP	5
3.3	ZNIEFF	6
3.4	Urbanisme	6
3.5	Exploitation agricole ICPE	6
4	ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF ACTUEL	7
4.1	Réseaux existants	7
4.2	Stations d'épuration	8
4.3	Assainissement Non Collectif	9
4.3.1	Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif	9
4.3.2	Définition des catégories utilisées	10
4.3.3	Dénombrement des abonnés et de leur type d'assainissement :	12
4.3.4	Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune en 2013 :	13
4.3.5	Aptitude des sols à l'assainissement autonome	14
5	ETUDE DES SCENARIOS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	15
5.1	Etudes de nouveaux assainissements collectifs	15
5.1.1	Extension du réseau Allée de la Croix Blanche	15
5.1.2	Extension de réseau rue de Chantagour	16
5.1.3	Choix de la Municipalité	16
6	CONCLUSION	17
6.1	Assainissement collectif actuel	17
6.2	Assainissement non collectif	17

1 Introduction

La commune de Vertaizon se situe sur la communauté de communes de Billom Communautés. En 2015 et avant leur fusion les deux communautés de communes Billom Saint-Dier / Vallée du Jauron et de Mur-ès-Allier ont lancé l'élaboration d'un PLU Communautaire valant pour Programme Local de l'Habitat.

Après quatre années de travail, le PLUH a été approuvé. Dans cette démarche les services instructeurs ont demandé à Billom Communauté de mettre à jour chaque zonage assainissement des communes.

La commune de Vertaizon a délégué sa compétence assainissement au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand (SIAREC) en 1975.

Elle possède un zonage d'assainissement en date de février 2011 consultable en annexe 1.

2 Objectif de l'étude

Cette étude vise à répondre aux obligations réglementaires définies dans le cadre de la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 (décret du 3 Juin 1994) qui précise en particulier que chaque commune doit délimiter :

- Des zones d'assainissement collectif où la collectivité doit assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Des zones relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elle le décide, leur entretien.

Ce rapport présente une synthèse, des études réalisées sur la commune, des travaux entrepris depuis, et des contrôles effectués par le SPANC, afin d'aider la municipalité dans le choix des modes d'assainissement à retenir pour chaque village.

Il présente aussi des projets d'opportunité sur certains villages de la commune afin d'améliorer le traitement des eaux usées de la commune.

3 Données sur la commune de Vertaizon

3.1 Situation géographique et démographique

La commune de Vertaizon fait partie de la Communauté de communes de Billom Communauté.



Population	Vertaizon (63910)
Population en 2019	3 258
Densité de la population (nombre d'habitants au km ²) en 2019	253,9
Superficie (en km ²)	12.2
Nombre de ménages en 2019	1 260
Nombre de logement en 2019	1 427

3.2 Captage AEP

Aucun captage utilisé pour l'alimentation en eau potable n'est existant sur la commune.

3.3 ZNIEFF

La commune possède deux ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) : Le puy de Pileyre et le Puy de Mur. Un site Natura 2000 est présent sur son territoire, Puy de Pileyre – Turluron. La carte du site Natura 2000 et des ZNIEFF sont consultable en annexe n°2.

3.4 Urbanisme

Un SCOT est existant sur le Grand Clermont. La commune de Vertaizon et Billom Communauté en font partie.

Un PLU-H en date du 21 Octobre 2019 est existant sur Billom Communauté.

La Loi Montagne s'applique sur cette zone d'étude. La loi montagne contient des dispositions en vue de protéger les espaces, paysages et milieux les plus remarquables du patrimoine naturel et culturel montagnard.

Les zones constructibles et non constructibles sur Vertaizon sont identifiées. Le PLU-H encadre le type de constructions autorisées.

Le principe est d'urbaniser les terrains en continuité avec les zones déjà urbanisées sur la commune.

L'activité agricole devra être conservée en priorité.

L'urbanisation de terre agricole ne sera pas possible excepté dans les cas suivants :

- la construction ou l'installation est nécessaire à l'exploitation agricole,
- les parcelles concernées présentent une faible valeur agricole de par leur déclivité forte et sont d'une faible valeur agronomique.

Afin de satisfaire cette exigence de compatibilité, les espaces et milieux caractéristiques du patrimoine naturel montagnard devront être classés en zones agricole (A) ou naturelle (N) des PLU et dans les secteurs non constructibles des cartes communales. Cependant, ces espaces pourront accueillir certaines constructions si ces dernières sont compatibles avec les exigences de préservation.

3.5 Exploitation agricole ICPE

Aucune exploitation agricole n'est classée.

4 Assainissement collectif et non collectif actuel

4.1 Réseaux existants

Un réseau d'assainissement dessert la commune. Ce réseau est majoritairement unitaire. Un réseau syndical achemine les eaux usées à la station de traitement des eaux usées de la Madeleine à Pont du Château.

Un schéma directeur d'assainissement a été lancé en 2021 sur l'ensemble de la commune. Le bureau d'étude SAFEGE, choisit pour l'étude, recueille actuellement toutes les données pour réaliser ce document.

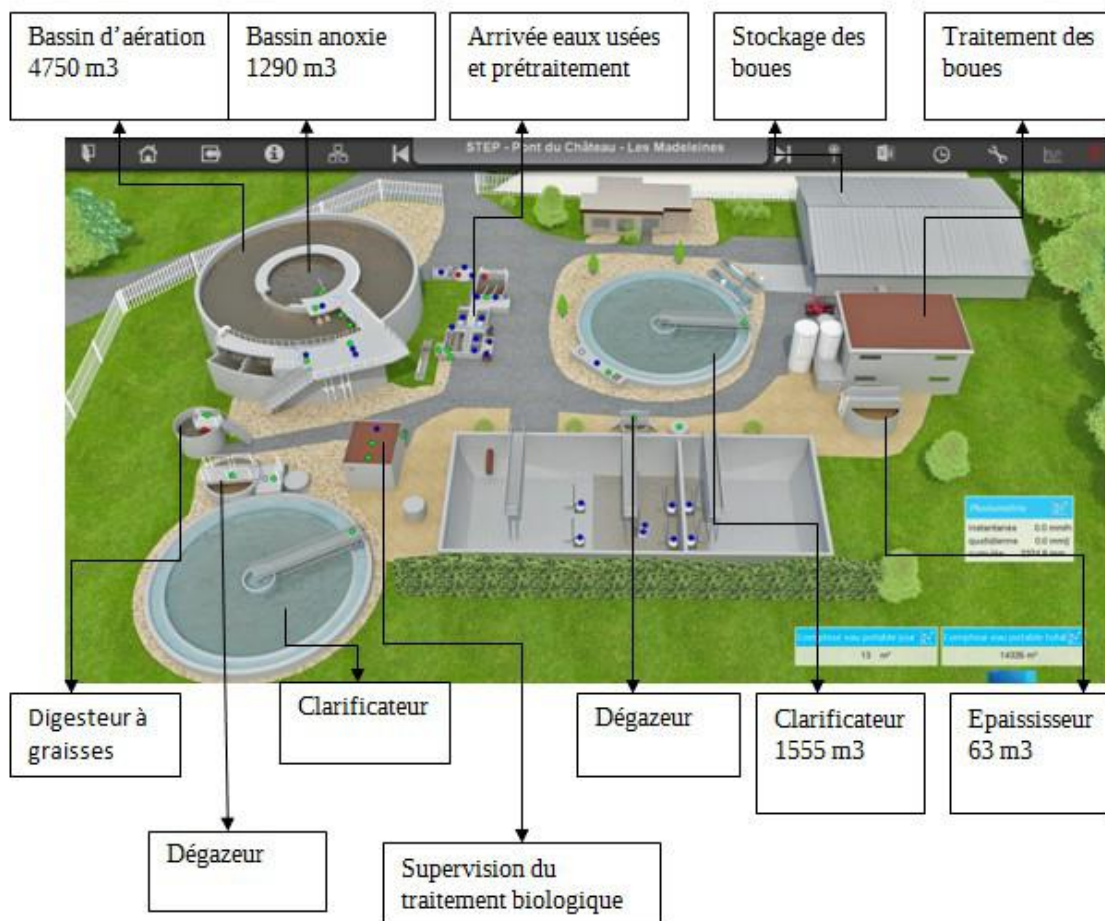
Le tableau suivant reprend l'inventaire des ouvrages existants (mai 2022) sur la commune. Les linéaires de réseaux (collecte et transport) ne comprennent pas les futurs travaux de la commune. Ces linéaires ont été calculés à partir des données à jour du SIG de la SEMERAP.

Etat des lieux des ouvrages existants VERTAIZON	
Réseau eaux usées strictes	12 165 ml
Réseau eaux pluviales	10 095 ml
Réseau unitaire	10 697 ml
Refoulement	729 ml
Grille et avaloir	446
Regard de visite	594
Déversoir d'orage	4

4.2 Stations d'épuration

Le réseau syndical achemine les eaux usées à la station de traitement des eaux usées de la Madeleine à Pont du Château. Cette station a une capacité de 30 000 EH et des travaux de réhabilitation ont été réalisés en 2004.

Synoptique de la STEP de la Madeleine



4.3 Assainissement non collectif

4.3.1 Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif

Depuis la loi du 3 janvier 1992, pour la première fois dans le droit français, les usagers qui ne sont pas raccordables au réseau d'assainissement collectif doivent se munir d'un dispositif permettant de traiter leurs eaux usées aussi efficacement que possible. Dans ce cadre, l'arrêté du 6 mai 1996 met en avant l'utilisation des techniques d'épuration par épandage souterrain.

La nouvelle législation oblige les collectivités à réaliser le contrôle technique des systèmes d'assainissement autonome situés sur leur territoire. Elle comprend la vérification technique de la conception et de la réalisation des installations nouvelles ou réhabilitées et la vérification périodique du bon fonctionnement des installations existantes.

Le règlement permet également aux communes d'en prendre en charge l'entretien (vidange des fosses).

Cette réglementation implique donc la création par les communes d'un Service Public de gestion pour l'Assainissement Non Collectif (SPANC) indépendant du service de gestion pour l'assainissement collectif et à mettre en place avant le 31 décembre 2005. Les collectivités ou leur regroupement délimitent après enquête publique les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des différents dispositifs d'assainissement.

La commune de Vertaizon a décidé de confier sa compétence assainissement collectif au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand (SIAREC) en 1975. Le SIAREC a été créé en 1975 pour la gestion du réseau de transfert, du traitement des EU et des postes de refoulement par Vertaizon, Chauriat, Dallet, Mezel, Saint Bonnet Es Allier, Lempdes, Pont du Château, Lussat, Malintrat, Les Martres d'Artière, Chavarroux.

La commune de Vertaizon a confié sa compétence assainissement non collectif au SIAREC en janvier 2006.

Deux principaux arrêtés régissent la réglementation :

- **L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009** fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Ce texte concerne le contrôle des installations neuves ou réhabilitées et reprend globalement les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996, tout en permettant l'agrément de nouveaux dispositifs de traitement. Les agréments de dispositifs par les ministères en charge de la santé et de l'écologie sont publiés au journal officiel.

- **L'arrêté du 27 avril 2012** relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Ce texte concerne la mission de contrôle des installations existantes par la commune.

La détermination des habitations à visiter s'est faite à partir des fichiers d'abonnés au service de l'eau ne payant pas de taxe d'assainissement collectif. Un certain nombre de ces compteurs desservent soit des champs ou des bâtiments agricoles (compteurs agricoles) soit des maisons en ruine. Lors du passage des techniciens en charge du contrôle, ces habitations ou compteurs seuls sont décomptés des installations d'assainissement autonome présentes sur les communes.

4.3.2 Définition des catégories utilisées

Plusieurs catégories sont définies pour apprécier l'état des installations :

- **Les installations conformes** : elles satisfont en tout point à la norme (Arrêté du 7 septembre 2009) qui ont été suivies et contrôlées par le service.
- **Les installations acceptables** : elles ne satisfont pas strictement tous les points de la norme. Cependant les points de non-conformité ne sont pas essentiels et ne remettent pas en cause la capacité d'épuration de l'installation. Il s'agit généralement d'installations qui possèdent tous les éléments (prétraitement, épandage, ventilation).
Ce sont des installations qui fonctionnent correctement le jour de la visite du service.
- **Les installations non-conformes incomplètes* ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs** hors zone à enjeu sanitaire* ou environnemental*.

Travaux de mise en conformité en cas de vente sous un an

- **Les installations non-conformes présentant un danger pour la santé des personnes** : une installation qui appartient à l'une des catégories suivantes :
 - a) Installation présentant :
 - soit un défaut de sécurité sanitaire, tel qu'une possibilité de contact direct avec des eaux usées, de transmission de maladies par vecteurs (moustiques), des nuisances olfactives récurrentes ;
 - soit un défaut de structure ou de fermeture des parties de l'installation pouvant présenter un danger pour la sécurité des personnes ;
 - b) Installation incomplète* ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu sanitaire
 - c) Installation située à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution.
- **Les installations non-conformes présentant un risque environnemental avéré : Installation incomplète*** ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu environnemental

Travaux obligatoires sous quatre ans et sous un an en cas de vente

- **En cas d'absence d'installation** :

Mise en demeure de réaliser une installation conforme dans les meilleurs délais et sous un an en cas de vente.

***« Installation incomplète » :**

- pour les installations avec traitement par le sol en place ou par un massif reconstitué, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation pour laquelle il manque, soit un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué, soit un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol en place ou d'un massif reconstitué ;
- pour les installations agréées au titre de [l'article 7 de l'arrêté du 7 septembre 2009](#) modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/ j de DBO5, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation qui ne répond pas aux modalités prévues par l'agrément délivré par les ministères en charge de l'environnement et de la santé ;
- pour les toilettes sèches, une installation pour laquelle il manque soit une cuve étanche pour recevoir les fèces et les urines, soit une installation dimensionnée pour le traitement des eaux ménagères respectant les prescriptions techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé relatif aux prescriptions techniques.

*** « Zone à enjeu sanitaire » :** une zone qui appartient à l'une des catégories suivantes :

- périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un captage public utilisé pour la consommation humaine dont l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique prévoit des prescriptions spécifiques relatives à l'assainissement non collectif ;
- zone à proximité d'une baignade dans le cas où le profil de baignade, établi conformément au code de la santé publique, a identifié l'installation ou le groupe d'installations d'assainissement non collectif parmi les sources de pollution de l'eau de baignade pouvant affecter la santé des baigneurs ou a indiqué que des rejets liés à l'assainissement non collectif dans cette zone avaient un impact sur la qualité de l'eau de baignade et la santé des baigneurs ;
- zone définie par arrêté du maire ou du préfet, dans laquelle l'assainissement non collectif a un impact sanitaire sur un usage sensible, tel qu'un captage public utilisé pour la consommation humaine, un site de conchyliculture, de pisciculture, de cressiculture, de pêche à pied, de baignade ou d'activités nautiques.

*** « Zones à enjeu environnemental » :** les zones identifiées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) démontrant une contamination des masses d'eau par l'assainissement non collectif sur les têtes de bassin et les masses d'eau.

4.3.3 Dénombrement des abonnés et de leur type d'assainissement :

Ce tableau présente le récapitulatif des visites de contrôles des dispositifs d'assainissements non collectif effectués par le SIAREC entre 2011 et 2013.

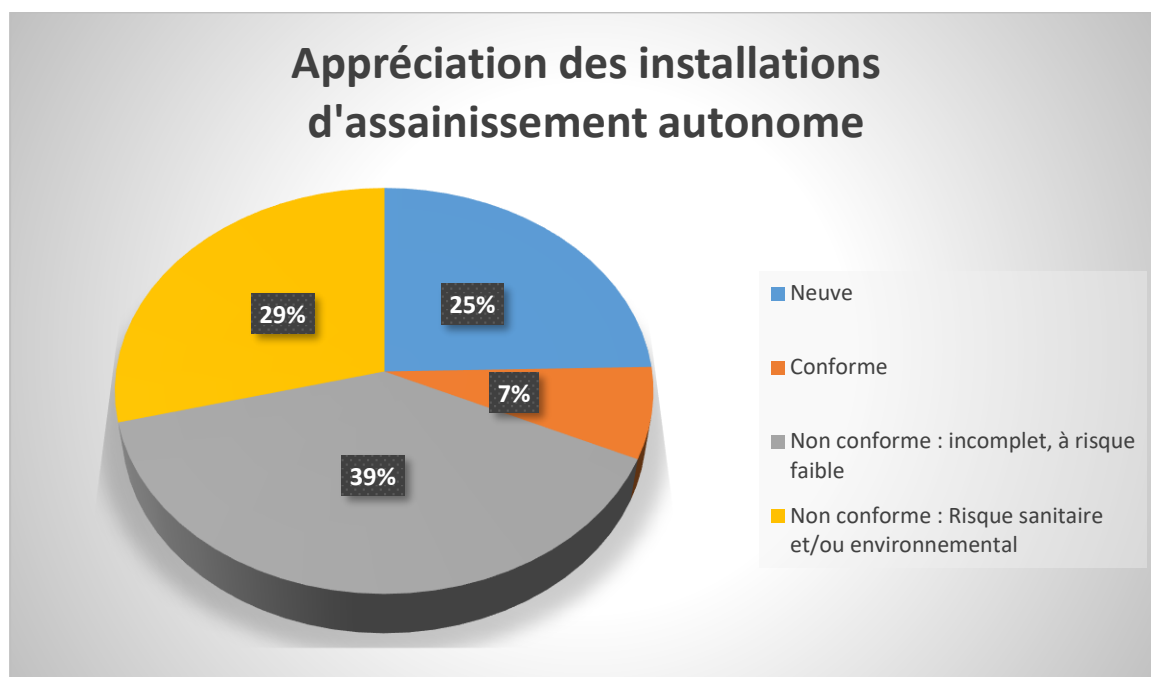
Tableau 1	Bilan récapitulatif des installations de la commune
Visites faites	104
Maison non habitée (construction en cours ou inoccupée)	18
ANC Neuf	34
Nombre de visite reportée	14
Nombre de refus de visite ou d'absence le jour de la visite	30
Total	200

Parmi les 182 habitations possédant un système d'assainissement autonome :

- 76 % des installations ont été contrôlées à ce jour.

4.3.4 Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune en 2013 :

Le graphique ci-dessous présente le bilan des visites des installations d'assainissement autonome réalisées sur la commune entre 2011 et 2013.



- **Trente-quatre (34)** installations sont neuves et **Dix (10)** installations sont classées comme : « **Conforme** ». Elles concernent des particuliers qui ont du terrain pour épandre leurs eaux. En général, ces installations sont composées d'une fosse en prétraitement et d'un bac à graisse pour recevoir les eaux ménagères suivi d'un épandage fonctionnant correctement lors de la visite ou d'une filière compacte occupant moins d'espace.
- **Cinquante-quatre (54)** installations sont classées comme : « **Non-conforme : incomplète, à risque faible** ». Ces installations sont soit sous dimensionnée et/ou incomplète et/ou présentant des dysfonctionnements mineurs. Celles-ci ne prétraitent pas leurs eaux ménagères et/ou ne traitent pas leurs eaux en sortie de fosse. Ces installations présentent peu de dangers pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement.

*Ces installations devront être réhabilitées **lors de la vente des habitations**.*

- **Quarante (40)** installations sont classées comme : « **Non-conforme : Risque sanitaire et/ou environnemental** ». Elles concernent les particuliers rejetant leurs eaux usées, sans prétraitement et/ou traitement dans le domaine public et/ou privé. Ces installations représentent un risque pour la santé des personnes et pour l'environnement.

*Ces installations devront être réhabilitées **sous quatre ans** afin de cesser les nuisances.*

Depuis 2013, de nombreuses installations ont soit vu le jour, soit été réhabilitées. Une nouvelle campagne de contrôles devrait être organisée prochainement

4.3.5 Aptitude des sols à l'assainissement autonome

D'après l'étude de sol réalisée en 2004 lors de l'établissement du Zonage d'Assainissement de la commune, la majeure partie de la commune est constituée de plaine sédimentaire calcaire argileuse ou marneuse. Les vitesses d'infiltration des eaux usées sont donc faibles.

Le dispositif d'assainissement autonome préconisé est de type **filtre à sable avec drainage de précaution**. Une étude à la parcelle est tout de même nécessaire et doit être réalisée afin de déterminer précisément la nature du sol (sa pente, sa perméabilité, la présence d'eau souterraine ou d'un socle rocheux à faible profondeur...).

5 Etude des scénarios d'assainissement collectif

Les tracés des conduites et les estimations financières présentés dans ce chapitre devront être précisés et redéfinis lors d'études d'avant-projet avant réalisation.

5.1 Etudes de nouveaux assainissements collectifs

Les projets présentés dans ce paragraphe ont été demandés par la commune. Les villages de la commune qui ne sont pas mentionnés dans les projets suivants seront considérés en zonage d'assainissement non collectif. L'étude de nouveaux systèmes d'assainissement collectif sur ces villages n'est soit pas prioritaire soit pas envisageable.

5.1.1 Extension du réseau Allée de la Croix Blanche

Les parcelles AC 61 et 62 sont deux grandes parcelles qui accueilleront de prochaines habitations. Aucun réseau de collectes des eaux usées n'est mitoyen à ces parcelles. Une extension du réseau est à prévoir afin de permettre le raccordement des futures habitations de ces parcelles. Il est proposé de calculer le coût de cette extension et de le comparer à la mise en place de systèmes d'assainissement non collectif pour chaque habitation.

Il est à noter qu'aucun projet de lotissement n'est encore proposé. Ces parcelles pourraient accueillir potentiellement 4 habitations.

Un plan en annexe 3 détaille le projet d'extension du réseau d'eaux usées.

Coût de l'extension du réseau d'eaux usées, Allée de la Croix Blanche:

Type de travaux et description sommaire	Coût € HT unitaire	Linéaire (ml) ou quantité	Coût € HT
Pose de réseau de collecte d'eaux usées PVC Ø200 sous chemin	180	150	27 000
Pose des branchements d'eaux usées aux particuliers	1000	4	4 000
Frais divers et imprévus (10%)			3 000
Total € HT			34 000
Les coûts des travaux sont donnés hors frais de maîtrise d'œuvre, en 2022,			

Le coût de l'extension du réseau de collecte pour 7 habitations est estimé à environ **34 000 € HT** soit **environ 8 500 € HT par branchement**.

La mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome neuf peut coûter entre **8 000 à 10 000 € HT**. Le terrain en question connaît des problèmes d'infiltration des eaux. La mise en place d'un dispositif d'assainissement non collectif sera donc plus proche des **10 000 € HT**.

Cette extension de réseau semble judicieuse, son coût étant moins élevé que la mise en place d'un système d'assainissement autonome pour chaque maison.

5.1.2 Extension de réseau rue de Chantagour

Le réseau d'eaux usées est présent dans la rue de Chantagour mais les trois dernières habitations de la rue ne sont pas connectées. Le réseau s'arrête bien avant ces trois habitations.

Une extension de réseau pourrait être envisagée pour raccorder ces trois habitations mais celle-ci nécessiterait des travaux en surprofondeur à cause de la topographie de la route. De plus, les deux habitations n°9 et n°11 de cette rue devront s'équiper de pompes de relevage car elles se situent en contrebas de la route et donc de l'extension de réseau en question. Cette extension de réseau ne semble donc pas judicieuse.

5.1.3 Choix de la Municipalité

Extension du réseau à l'Allée de la Croix Blanche :

La Municipalité a décidé de créer une extension.

Extension du réseau à la rue de Chantagour :

La Municipalité a décidé de ne pas créer d'extension.

6 Conclusion

Les modes d'assainissement retenus par la municipalité sont les suivants (cf carte de Zonage d'Assainissement) :

6.1 Assainissement collectif actuel

Le bourg de Vertaizon et Chignat relève de l'assainissement collectif à l'exception de quelques parcelles où le réseau de collecte des eaux usées n'est pas présent.

6.2 Assainissement non collectif

Par défaut toutes les habitations isolées et situées en dehors des zones citées précédemment relèveront de l'assainissement non collectif.

ANNEXES

Annexe 1

Ancien plan de zonage

Annexe 2

ZNIEFF et NATURA 2000

Annexe 3

Projet d'extension

de réseau

Allée de la Croix Blanche

Annexe 4

Nouveau plan de zonage



SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE

Parc Européen d'Entreprises
Rue Richard Wagner
BP 60030
63201 RIOM cedex

Tel : 04 73 15 38 38
Email : contact@semerap.fr

